

le gâchis économique qu'avait laissé le gouvernement à l'automne de 1984.

Vous vous souviendrez qu'à cette époque, monsieur le Président, le taux de chômage était de l'ordre de 12,8 p. 100. Depuis trois ou quatre ans, la création d'emplois était lamentable. La dette nationale frisait les 200 milliards de dollars. En fait, avant la fin de l'exercice, le 31 mars 1985, la dette nationale accumulée avait atteint 200 milliards de dollars.

Ce qu'il y a de tragique, c'est que, pour la majeure partie, cette dette nationale avait été causée par un dépassement des coûts au titre des programmes. Ce n'était pas comme aujourd'hui parce qu'il fallait effectuer des paiements d'intérêt sur des dettes passées. A cette époque, il s'agissait presque entièrement d'un dépassement des coûts au titre des programmes.

Au cours des trois exercices qui ont précédé l'arrivée de notre gouvernement au pouvoir, c'est-à-dire 1982-1983, 1983-1984 et 1984-1985, ce dépassement s'est accru considérablement chaque année.

En 1982-1983, le dépassement s'est élevé à 11 milliards de dollars, c'est-à-dire que le gouvernement d'alors a dépensé 11 milliards de dollars au chapitre des programmes courants, à part l'intérêt sur toute dette antérieure. En 1983-1984, le dépassement, selon les comptes courants, a atteint 14 milliards de dollars et, en 1984-1985, dernier exercice du gouvernement précédent, 16 milliards de dollars! Sans compter l'intérêt sur la dette antérieure. Il s'agit tout simplement de dépenses excessives, supérieures aux recettes destinées à maintenir les programmes.

Je vais faire circuler un graphique illustrant ces chiffres, car j'estime qu'ils ont une grande importance. Un examen des budgets ultérieurs et de la performance financière, pendant que l'actuel ministre des Finances a été en fonction, révèle un changement radical dans la composition du déficit annuel. Au cours du premier exercice, 1985-1986, le dépassement a été ramené à 9 milliards de dollars, et, en 1986-1987, à 4 milliards de dollars. En 1987-1988, le gouvernement a enregistré plus de recettes que ses dépenses au chapitre des programmes courants. En 1988-1989, l'exercice qui vient de prendre fin, nous avons enregistré un excédent de 4 milliards de dollars de recettes sur les dépenses de programme.

Malheureusement, l'intérêt à payer sur la dette nationale qui s'est accumulée augmente progressivement. En

effet, ces frais d'intérêt sont passés de 17 milliards de dollars qu'ils étaient en 1982-1983 à 22 milliards de dollars en 1984-1985, à 26 milliards de dollars en 1986-1987 et à 33 milliards de dollars cette année. C'est là que réside le problème.

Voici les mesures qu'a prises le gouvernement à cet égard. Il a d'abord réduit les dépassements au titre des programmes, qui avaient été pratique courante pendant les 10 ou 12 ans où le gouvernement précédent a été au pouvoir. C'est-à-dire de réduire les dépenses excédentaires des programmes et de veiller à ce que le gouvernement fasse à nouveau ses frais dans ses activités courantes.

Une fois que le ministre des Finances a pu accomplir cela, c'est-à-dire obtenir suffisamment de recettes fiscales pour payer les dépenses des programmes courants du gouvernement, la démarche suivante consistait à s'attaquer au fardeau des intérêts de la dette. A l'heure actuelle, le déficit annuel en entier se compose d'intérêts que nous devons payer sur l'accumulation déplorable de déficits précédents, ce que nous appelons la dette nationale.

Maintenant, l'objectif est de tenter de réduire ce déficit annuel. La seule façon d'y parvenir est de réduire les dépenses des programmes et d'augmenter les impôts. Nous ne connaissons aucun autre moyen magique et les députés d'en face ne nous en ont proposé aucun. La dette n'est pas un problème que nous pouvons faire disparaître par la pensée. Nous avons une dette, nous devons y faire face et trouver une solution.

Les députés d'en face laissent maintenant entendre que la dette nationale a doublé pendant le mandat de ce gouvernement-ci. Le fait est que depuis le 1<sup>er</sup> avril 1985 jusqu'à la fin de mars dernier, la dette nationale est passée d'environ 200 milliards à 320 milliards de dollars. Il s'agit malheureusement d'une hausse de 60 p. 100. Il est juste de dire qu'elle aura doublé d'ici 1992. Quoi qu'il en soit, toute cette hausse se composera d'intérêts accumulés sur la dette précédente dont le gouvernement a hérité à la fin de l'année financière 1984-1985.

**M. Nicholson:** Le legs de Trudeau.

**M. Wilson (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia):** Le legs de Trudeau, comme le souligne mon collègue.

**M. Nicholson:** Que le NPD a applaudi.

**Des voix:** Oh, oh!